

**Art. 2.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop de laatste van de twee goedkeuringsakten van de akkoordsluitende partijen in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 mei 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,  
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang  
en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,  
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. N. MARECHAL

—  
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 559-1. — Verslag, nr. 559-2.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 11 mei 2004.

---

#### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 2182

[C — 2004/29198]

**19 MAI 2004. — Décret portant création d'un Fonds de garantie pour les chercheurs engagés sous contrat (1)**

Le Parlement a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Sont soumis aux dispositions du présent décret :

1° les différents services administratifs ou scientifiques de la Communauté française;

2° les institutions universitaires suivantes : l'Université de Liège, l'Université de Mons-Hainaut, l'Université libre de Bruxelles, l'Université catholique de Louvain, la Faculté des sciences agronomiques de Gembloux, les Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur, les Facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles, la Faculté polytechnique de Mons et la Faculté universitaire catholique de Mons;

3° le patrimoine des institutions universitaires de la Communauté française et du musée de Mariemont;

4° l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, l'Académie royale de médecine et l'Académie royale de langue et de littérature française;

5° tout organisme ou institution ou entreprise qui aura signé à cet effet une convention avec le Gouvernement de la Communauté française, après avis motivé du Fonds national de la recherche scientifique.

**Art. 2.** Il est créé, sous la forme d'une association sans but lucratif, un Fonds de garantie destiné aux chercheurs scientifiques contractuels.

Ce Fonds de garantie a son siège près du Fonds national de la recherche scientifique.

L'objet de ce Fonds de garantie est d'apporter aux institutions visées à l'article 1<sup>er</sup> une allocation individuelle destinée à couvrir les frais de rémunération de chercheurs en l'absence temporaire d'autres sources de financement.

**Art. 3.** L'assemblée générale du Fonds de garantie est composée de douze membres, désignés par le Gouvernement de la Communauté française, sur proposition du conseil d'administration du Fonds national de la recherche scientifique. Y siègent :

a) trois membres proposés par les organisations syndicales reconnues, représentant les membres du personnel scientifique des institutions universitaires de la Communauté française énumérées à l'article 1<sup>er</sup>, 2°, affiliées à des organisations syndicales qui siègent au Conseil national du travail et qui affilient dans le secteur;

b) trois représentants du personnel scientifique des institutions énumérées à l'article 1<sup>er</sup>, 2°, du présent décret;

c) six représentants des institutions énumérées à l'article 1<sup>er</sup>, 2°, du présent décret.

Le conseil d'administration compte en son sein un président et un vice-président, assistés d'un secrétaire rapporteur.

Les membres du conseil d'administration du Fonds de garantie sont nommés pour quatre ans. Leur mandat est renouvelable une seule fois.

Les membres du conseil d'administration du Fonds de garantie exercent leur mandat à titre gratuit.

Le secrétaire général du Fonds national de la recherche scientifique est le secrétaire rapporteur du Fonds de garantie.

**Art. 4.** En vue de lui permettre de remplir ses missions, il sera accordé annuellement une subvention au Fonds de garantie dans les limites des crédits inscrits au budget de la Communauté française et aux conditions fixées aux articles 5 à 14 du présent décret.

**Art. 5.** Dès 2004, chaque année, avant le 1<sup>er</sup> octobre, le conseil d'administration du Fonds de garantie arrête le montant de la subvention qu'il sollicite. Il fait parvenir cette demande, et sa justification, au conseil d'administration du Fonds national de la recherche scientifique qui les transmet au ministre qui a la Recherche scientifique dans ses compétences.

Le Gouvernement arrête le montant de la subvention qu'il attribue au Fonds de garantie.

**Art. 6.** La subvention accordée au Fonds de garantie est versée sur un compte spécial ouvert à son nom auprès de l'organisme bancaire qui est chargé de la mission de caissier de la Communauté française.

**Art. 7.** La gestion administrative et de fonctionnement du Fonds de garantie sera prise en charge par le Fonds national de la recherche scientifique. En couverture des charges administratives et des frais de fonctionnement du Fonds de garantie, 2 % de la subvention accordée au Fonds de garantie seront versés au Fonds national de la recherche scientifique.

**Art. 8.** Le Fonds de garantie est soumis au contrôle du ministre qui a la Recherche scientifique dans ses compétences. Ce contrôle s'exerce à l'intervention du délégué auprès du Fonds national de la recherche scientifique, désigné par le Gouvernement de la Communauté française, sur proposition de ce ministre.

Ce délégué assiste aux réunions du conseil d'administration du Fonds de garantie.

Il peut exercer un droit de recours auprès dudit ministre contre toute décision de portée générale du conseil d'administration. Ce recours, qui doit intervenir dans les dix jours de la décision, est notifié simultanément au conseil d'administration. Le recours est suspensif.

Le ministre, après avoir invité le conseil d'administration à lui faire connaître, dans les trente jours, ses observations concernant les motifs du recours, marque son accord ou son désaccord avec la décision. En cas de désaccord, le conseil d'administration rapporte sa décision au cours de sa prochaine réunion.

**Art. 9.** Le délégué du ministre ayant le Budget dans ses compétences auprès du Fonds national de la recherche scientifique est également délégué auprès du conseil d'administration du Fonds de garantie.

Ce délégué assiste aux réunions du conseil d'administration du Fonds de garantie.

Il a pour tâche de conseiller le délégué visé à l'article 8 et de participer au contrôle de la régularité de la gestion.

Il peut exercer un droit de recours auprès du ministre ayant le Budget dans ses compétences, selon les mêmes modalités que celles visées à l'article précédent, pour toutes les matières budgétaires.

**Art. 10.** Le Gouvernement de la Communauté française désigne un réviseur d'entreprise chargé de vérifier la régularité des comptes du Fonds de garantie et de s'assurer de la régularité de la gestion administrative des subventions nominatives et affectées octroyées.

**Art. 11.** Pour qu'une institution visée à l'article 1<sup>er</sup> puisse bénéficier de l'intervention du Fonds de garantie, il faut que le chercheur concerné :

1° soit titulaire d'un diplôme de deuxième cycle au moins, délivré par une institution énumérée à l'article 1<sup>er</sup>, 2°, du présent décret ou d'un diplôme reconnu équivalent par les dispositions légales, décrétales ou réglementaires, et

2° soit engagé sous le régime de contrat de travail par une institution prévue à l'article 1<sup>er</sup> et y exercer des activités de recherche, et

3° ne soit pas rémunéré pour cette fonction à charge de l'allocation de fonctionnement prévue, pour les institutions universitaires, par la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, et

4° ait obtenu un niveau de qualification B (chargé de recherche) ou supérieur, en vertu du décret du 19 juillet 1991 relatif à la carrière des chercheurs scientifiques.

**Art. 12.** Sur proposition du conseil d'administration du Fonds de garantie, le Gouvernement arrête le règlement relatif aux modalités de l'intervention du Fonds de garantie pour un chercheur visé à l'article 11 du présent décret.

**Art. 13.** Le conseil d'administration du Fonds de garantie compose, sur proposition du secrétaire rapporteur, la ou les commission(s) scientifique(s) qui examineront les dossiers des candidats.

Le conseil d'administration du Fonds de garantie fixe le règlement et les critères sur la base desquels la ou les commission(s) scientifique(s) statuent. Il en transmet copie au conseil d'administration du Fonds national de la recherche scientifique et au ministre qui a la recherche scientifique dans ses compétences.

**Art. 14.** Le conseil d'administration du Fonds de garantie établit chaque année un rapport sur son activité et sur l'usage qu'il a fait des moyens mis à sa disposition par la Communauté française.

Le conseil d'administration du Fonds national de la recherche scientifique en prend connaissance et le transmet au Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 mai 2004.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,  
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,  
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,  
O. CHASTEL

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,  
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL

—————  
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 565-1. — Rapport, n° 565-2.

*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 11 mai 2004.

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 2182

[C — 2004/29198]

#### 19 MEI 2004. — Decreet houdende oprichting van een Waarborgfonds voor contractuele navorsers (1)

Het Parlement heeft aangenomen en wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Worden onderworpen aan de bepalingen van dit decreet :

1° de verschillende administratieve of wetenschappelijke diensten van de Franse Gemeenschap;

2° de volgende universitaire instellingen : de « Université de Liège », de « Université de Mons-Hainaut », de « Université libre de Bruxelles », de « Université catholique de Louvain », de « Faculté des sciences agronomiques de Gembloux », de « Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix » te Namen », de « Facultés universitaires Saint-Louis » te Brussel, de « Faculté polytechnique de Mons » en de « Faculté universitaire catholique de Mons »;

3° het patrimonium van de universitaire instellingen van de Franse Gemeenschap en van het museum Mariemont;

4° l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, l'Académie royale de médecine et l'Académie royale de langue et de littérature française;

5° elke inrichting of instelling of onderneming die daartoe een overeenkomst met de Regering van de Franse Gemeenschap zal hebben ondertekend, na een met redenen omkleed advies van het « Fonds national de la recherche scientifique » te hebben ingewonnen.

**Art. 2.** Er wordt, in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, een Waarborgfonds gesticht dat bestemd is voor contractuele wetenschappelijke navorsers.

Dit Waarborgfonds heeft zijn zetel bij het « Fonds national de la recherche scientifique ».

Het Waarborgfonds heeft tot doel de instellingen bedoeld in artikel 1 een individuele toelage te geven die de loonkosten van de navorsers moet dekken bij tijdelijk gebrek aan andere bronnen van financiering.

**Art. 3.** De algemene vergadering van het Waarborgfonds is samengesteld uit twaalf leden, aangesteld door de Regering van de Franse Gemeenschap, op voorstel van de raad van bestuur van het « Fonds national de la recherche scientifique ». Hebben zitting :

a) drie leden voorgedragen door de erkende vakorganisaties die de wetenschappelijke personeelsleden vertegenwoordigen van de universitaire instellingen van de Franse Gemeenschap opgesomd in artikel 1, 2°, aangesloten bij de vakorganisaties die zitting hebben in de Nationale Arbeidsraad en die leden aansluiten in de sector;

b) drie vertegenwoordigers van het wetenschappelijk personeel van de instellingen opgesomd in artikel 1, 2° van dit decreet;

c) zes vertegenwoordigers van de instellingen opgesomd in artikel 1, 2° van dit decreet.

De raad van bestuur telt één voorzitter en één ondervoorzitter die bijgestaan worden door een secretaris-verslaggever.

De leden van de raad van bestuur van het Waarborgfonds worden benoemd voor vier jaar. Hun mandaat is één enkele keer hernieuwbaar.

De leden van de raad van bestuur van het Waarborgfonds oefenen hun mandaat onbezoldigd uit.

De secretaris-generaal van het « Fonds national de la recherche scientifique » is de secretaris-verslaggever van het Waarborgfonds.

**Art. 4.** Om hem de mogelijkheid te geven zijn opdrachten te vervullen zal het Waarborgfonds elk jaar een subsidie krijgen binnen de perken van de kredieten ingeschreven in de begroting van de Franse Gemeenschap en onder de voorwaarden bepaald in de artikelen 5 tot 14 van dit decreet.

**Art. 5.** Vanaf 2004 bepaalt de raad van bestuur van het Waarborgfonds, elk jaar, vóór 1 oktober, het bedrag van de subsidie dat hij aanvraagt. Hij brengt deze aanvraag en de verantwoording ervan aan de raad van bestuur van het « Fonds national de la recherche scientifique » over die ze aan de minister tot wiens bevoegdheid het Wetenschappelijk Onderzoek behoort, meedeelt.

De Regering stelt het bedrag vast van de subsidie die hij aan het Waarborgfonds toekent.

**Art. 6.** De subsidie die toegekend wordt aan het Waarborgfonds, wordt gestort op een bijzondere rekening, open op zijn naam bij de bankinstelling die belast is met de opdracht van kashouder van de Franse Gemeenschap.

**Art. 7.** Het administratief en werkingsbeheer van het Waarborgfonds zal ten laste genomen worden van het « Fonds national de la recherche scientifique ». Met het oog op de dekking van de administratieve kosten en van de werkingskosten van het Waarborgfonds zal 2 % van de subsidie toegekend aan het Waarborgfonds gestort worden aan het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek.

**Art. 8.** Het Waarborgfonds wordt gecontroleerd door de minister tot wiens bevoegdheid het Wetenschappelijk Onderzoek behoort. Deze controle wordt uitgevoerd door toedoen van de afgevaardigde bij het « Fonds national de la recherche scientifique », aangesteld door de Regering van de Franse Gemeenschap, op voorstel van de bovenvermelde minister.

Deze afgevaardigde woont de vergaderingen van de raad van bestuur van het Waarborgfonds bij.

Hij heeft het recht een beroep in te stellen bij de voornoemde minister tegen elke beslissing van algemene betekenis van de raad van bestuur. Dit beroep, dat binnen de tien dagen na de beslissing moet worden ingesteld, wordt tegelijkertijd aan de raad van bestuur medegedeeld. Het beroep is opschortend.

De Minister stemt al dan niet in met de beslissing na de raad van bestuur te hebben verzocht hem zijn opmerkingen betreffende de redenen van het beroep binnen de dertig dagen bekend te maken. In geval van afkeuring brengt de raad van bestuur verslag uit van zijn beslissing tijdens zijn volgende vergadering.

**Art. 9.** De afgevaardigde van de Minister tot wiens bevoegdheid de Begroting bij het « Fonds national de la recherche scientifique » behoort, is ook afgevaardigd bij de raad van bestuur van het Waarborgfonds.

Deze afgevaardigde woont de vergaderingen van de raad van bestuur van het Waarborgfonds bij.

Hij heeft tot taak de afgevaardigde bedoeld in artikel 8 advies te geven en aan controle over de regelmatigheid van het beheer deel te nemen.

Hij heeft het recht een beroep in te stellen bij de minister tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort, volgens dezelfde nadere regels als die bedoeld in het vorige artikel, voor alle budgettaire aangelegenheden.

**Art. 10.** De Regering van de Franse Gemeenschap stelt een bedrijfsrevisor aan, belast met het toezicht op de regelmatigheid van de rekeningen van het Waarborgfonds en met de controle op de regelmatigheid van het administratief beheer van de nominatieve en aangerekende subsidies die worden toegekend.

**Art. 11.** Opdat een instelling bedoeld in artikel 1 de tussenkomst van het Waarborgfonds zou kunnen genieten, moet de betrokken navorser :

1° ofwel titularis zijn van een diploma van ten minste de tweede cyclus, uitgereikt door een instelling opgenomen in artikel 1, 2° van dit decreet of van een door de wettelijke, decreets- of reglementsbepalingen daarmee gelijkgesteld diploma, en

2° ofwel aangeworven zijn met een arbeidsovereenkomst door een instelling bedoeld in artikel 1 en er onderzoeksactiviteiten uit te oefenen, en

3° niet bezoldigd zijn voor dit ambt ten laste van de werkingstoelage bepaald, voor de universitaire instellingen, door de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, en

4° het kwalificatieniveau B (belast met de navorsing) of meer te hebben behaald, krachtens het decreet van 19 juli 1991 betreffende de loopbaan van de wetenschappelijke navorsers.

**Art. 12.** Op voorstel van de raad van bestuur van het Waarborgfonds stelt de Regering het reglement betreffende de nadere regels voor de tussenkomst van het Waarborgfonds vast voor een navorser bedoeld in artikel 11 van dit decreet.

**Art. 13.** De raad van bestuur van het Waarborgfonds stelt, op voorstel van de secretaris-verslaggever, de wetenschappelijke commissie(s) samen die de dossiers van de kandidaten zal (zullen) onderzoeken.

De raad van bestuur van het Waarborgfonds stelt het reglement en de criteria vast waarover de wetenschappelijke commissie(s) uitspraak doet(n). Hij brengt een afschrift ervan over aan de raad van bestuur van het « Fonds national de la recherche scientifique » en aan de minister tot wiens bevoegdheid het Wetenschappelijk Onderzoek behoort.

**Art. 14.** De raad van bestuur van het Waarborgfonds maakt elk jaar een verslag op over zijn activiteit en over het gebruik dat hij maakt van de middelen die te zijner beschikking worden gesteld door de Franse Gemeenschap.

De raad van bestuur van het « Fonds national de la recherche scientifique » neemt kennis ervan en brengt het aan de Regering over.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Brussel, 19 mei 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,  
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang  
en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,  
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. N. MARECHAL

—  
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 565-1. — Verslag, nr. 565-2.  
*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 11 mei 2004.

---

#### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 2183

[C — 2004/29189]

#### 19 MAI 2004. — Décret instituant un Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur (1)

Le Parlement a adopté et nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret s'applique à l'ensemble de l'enseignement supérieur au sens de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur.

**Art. 2.** En vue de favoriser la participation des étudiants à l'espace de l'enseignement supérieur européen, il est créé un Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur.

**Art. 3.** Le Gouvernement accorde, dans les limites des crédits disponibles affectés au Fonds d'aide à la mobilité, une bourse de mobilité à des étudiants poursuivant, avec l'accord de l'institution d'enseignement supérieur dans laquelle ils sont inscrits, une partie de leurs études supérieures dans un autre pays de l'espace européen de l'enseignement supérieur.

Les bourses de mobilité peuvent être octroyées indépendamment ou en complément d'autres allocations de mobilité provenant de fonds publics.

**Art. 4.** Les bourses de mobilité sont d'un montant de minimum 150 euros et maximum 400 euros par mois.

La durée des bourses est de minimum un quadrimestre et maximum de 12 mois.

**Art. 5.** L'étudiant ayant déjà bénéficié d'une bourse de mobilité lors d'une année académique précédente ne peut plus être bénéficiaire d'une bourse de mobilité.

**Art. 6.** Le Gouvernement fixe, après avis du Conseil visé à l'article 8, les conditions d'octroi des bourses de mobilité, les modalités d'octroi et leur montant, notamment en fonction des revenus des étudiants.

**Art. 7.** Un minimum de 50 % du Fonds de mobilité est attribué à des étudiants titulaires d'une allocation d'études en application du décret du 7 novembre 1993 réglant les allocations et prêts d'études.

**Art. 8.** Le Gouvernement crée un Conseil supérieur de la mobilité étudiante composé d'experts désignés par le Gouvernement, de représentants des organisations représentatives des étudiants et de représentants des différents types d'établissements d'enseignement supérieur. Le Gouvernement fixe l'organisation de ce Conseil. Celui-ci peut donner, soit d'initiative soit à la demande du Gouvernement, son avis sur toute question relative à la mobilité au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur.

Le Conseil supérieur de la mobilité publie un rapport d'activités annuel.

**Art. 9.** Il est créé à la Division organique 40 du Budget général des dépenses de la Communauté française une allocation de base distincte : « Fonds d'aide à la mobilité au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur ».

**Art. 10.** A partir de l'année 2007, le montant du Fonds de mobilité à charge de la Communauté française est fixé par le Gouvernement.

**Art. 11.** A partir de l'année 2008, les montants fixés à l'article 4 sont adaptés annuellement au taux de fluctuation de l'indice santé des prix à la consommation.